

Extrait du *Démocratie & Socialisme*

<http://www.democratie-socialisme.fr>

L'Espagne, nouvelle victime de l' « économie de la douleur »

- Economie -

Date de mise en ligne : lundi 30 avril 2012

Démocratie & Socialisme

Cet article a été publié dans la revue Démocratie & Socialisme d'avril

L' « économie de la douleur » c'est le terme employé par Paul Krugman, prix Nobel d'économie, pour qualifier la politique que mènent aujourd'hui les néolibéraux. C'est cette « économie de la douleur », que le gouvernement de droite de Mariano Rajoy cherche, aujourd'hui, avec une violence inouïe, à imposer au peuple espagnol.

Grève générale contre la « réforme du marché du travail »

Le 29 mars, plusieurs millions de salariés ont participé à la grève générale d'une journée et aux énormes manifestations qui ont envahi les rues des villes espagnoles, à l'appel unitaire des Commissions ouvrières (CC OO) et de l'UGT. Un million de personnes ont défilé à Madrid, plusieurs centaines de milliers à Barcelone, 200 000 à Valence, 50 000 à la Corogne, plus de 400 000 dans toute l'Andalousie... « *Une marée humaine défile dans l'Espagne en grève* » titrait le Monde.

Des piquets de grève appelaient les salariés à la grève dans la plupart des grandes entreprises, des banques, des marchés de gros, des sociétés de transports. 30 % des métros et des bus circulaient à Madrid, 20 % des trains nationaux et 60 % des vols des compagnies aériennes espagnoles étaient annulés. La grève était particulièrement suivie dans les industries métallurgique et automobile. L'Alhambra de Grenade et le musée Picasso de Barcelone étaient fermés aux touristes. Cela malgré la crainte qui tenaillait chaque salarié de perdre son emploi et une journée de travail. Malgré, aussi, la loi sur le service minimum dans les transports.

Ces millions de salariés se mobilisaient contre l'austérité (35 milliards d'euros de coupes claires dans les dépenses publiques en 2012, touchant en priorité l'école et la santé) et la réforme du marché du travail que veut imposer le gouvernement de Rajoy. Sous prétexte de lutter contre le chômage, le gouvernement conservateur veut imposer une réforme qui permettrait à l'employeur de modifier unilatéralement les salaires sans tenir compte des conventions collectives, et de licencier un salarié sans avoir (ou si peu) d'indemnités de licenciement à verser.

En 1986, le patron du CNPF (l'ancêtre du Medef), Yvon Gattaz, annonçait que les entreprises créeraient 400 000 emplois si le gouvernement supprimait l'autorisation administrative de licenciement. Selon lui, les patrons n'auraient plus peur d'embaucher puisqu'ils pourraient licencier. Le gouvernement Chirac, issu de la majorité parlementaire de droite élue en 1986, s'empressa de lui donner satisfaction. Deux ans, plus tard, il y avait 400 000 chômeurs de plus en France. C'est le même raisonnement que tient aujourd'hui le gouvernement espagnol pour qui la meilleure façon de gonfler un pneu serait d'abord de le crever. Il ne croit pas d'ailleurs à ce qu'il dit puisqu'il annonce déjà la destruction de 630 000 emplois en 2012 et un taux de chômage de 24,3 % de la population active à la fin de l'année. Aujourd'hui, 4,75 millions de personnes sont à la recherche d'un emploi, plus de 50 % des jeunes Espagnols sont au chômage.

Comme partout en Europe, le gouvernement espagnol prend prétexte de la crise de la dette publique pour tenter d'imposer les réformes libérales exigées par la Finance et le patronat.

Le gouvernement de droite veut faire payer la crise de l'immobilier et des banques aux salariés

Entre 1997 et 2007, les taux de croissance annuels de l'économie espagnole approchaient les 4 %. Mais cette croissance était liée au gonflement d'une énorme bulle immobilière. Durant cette période, la part du secteur immobilier dans le PIB passait de 11 % à 19 %, et de 9 à 16 % de l'emploi. La part des investissements dans ce secteur (promotion, construction intermédiaire, acquisition de logements) passait, quant à elle, de 40 % à 54 % des investissements du secteur privé.

Ce n'est pas pour autant que les jeunes ménages espagnols trouvaient à se loger. La plupart des logements construits étaient des placements ou des résidences secondaires, propriétés de résidents espagnols mais aussi de résidents étrangers, d'entreprises, de fonds de pension ou d'investissement... Les prix d'achat et de location de l'immobilier atteignaient de tels sommets que, même avant la crise, les jeunes ménages espagnols n'arrivaient pas à se loger.

Les banques espagnoles ont fourni toutes les liquidités nécessaires au gonflement de cette bulle immobilière, au détriment d'autres secteurs de l'économie. La baisse des taux d'intérêts a alimenté la demande, mais 98 % des crédits (comme pour les « subprime ») étaient à taux variables. La durée des crédits garantis par des hypothèques allaient jusqu'à 40 ou 50 ans dans certains cas, et atteignait une moyenne de 27 ans en 2007. Les banques ont inventé de nouveaux produits, plus risqués que les anciens. Les crédits ont été accordés sans exiger le moindre apport personnel. Il ne faut donc pas s'étonner que, lorsque la bulle immobilière a éclaté en 2008, l'addition ait été salée pour les promoteurs et spéculateurs immobiliers comme pour les banques.

Les banques espagnoles ont dans leurs bilans plus de 320 milliards d'euros de crédit liés à la promotion immobilières dont 176 milliards sont qualifiés de « problématiques » par le ministre des Finances espagnol, Luis de Guindos. Ces mêmes banques n'ont pratiquement plus accès au crédit interbancaire (crédit des banques entre elles). Elles ont donc eu recours à 30 % des 1 000 milliards d'euros de prêts accordés aux banques de l'Union européenne par la Banque Centrale Européenne. L'agence de notation Fitch a, en février 2012, abaissé la note des banques espagnoles (Santander, BBVA, CaixaBank...), après avoir abaissé la note de l'Espagne de deux crans la mois précédent.

Un plan de destruction sociale qui aggrave la récession et la dette publique

C'est à un véritable cercle vicieux que se trouve aujourd'hui confronté l'économie espagnole. La crise de 2008 et l'éclatement de la bulle immobilière entraînent une profonde récession et l'envol du chômage.

La récession augmente le déficit et la dette publique. Sous prétexte de diminuer le déficit et la dette publique, le gouvernement de Zapatero puis le gouvernement conservateur imposent des plans d'austérité et des « réformes du marché du travail » qui plongent encore plus l'économie dans la récession et le chômage. Le déficit public augmente (8,51 % du PIB en 2011) et la dette publique qui s'élevait à 60,1 % du PIB en 2010 atteindra 79,8 % fin 2012, selon les prévisions du gouvernement espagnol lui-même.

Pour tenter de réduire le déficit et la dette publique, le gouvernement accentue les coupes dans les dépenses publiques et sociales. Le chômage s'accroît et la récession s'accroît. Les marchés financiers prennent peur et augmentent les taux d'intérêts que doit payer l'Espagne pour se refinancer et rembourser les créanciers de sa dette publique. Le déficit public et la dette publique augmentent...

Le retour de la politique de Laval et Brüning dans les années 1930

Le but du gouvernement de Manuel Rojoy serait de rendre l'économie espagnole plus compétitive. Mais c'est la même politique que poursuivent tous les gouvernements européens alors que les ? des exportations des pays européens sont destinées aux autres pays européens. En diminuant les salaires en Espagne, le gouvernement espagnol diminue non seulement la demande intérieure espagnole, mais aussi la demande extérieure des autres pays européens. Et comme dans les autres pays européens, la baisse ou la stagnation des salaires diminuent la demande extérieure des autres pays européens ; c'est un autre cercle vicieux qui s'enclenche, à l'échelle européenne celui-là.

Les néolibéraux ne semblent avoir retenu qu'une seule chose de la crise de 1929 : il ne faut surtout pas laisser les banques se trouver à court de liquidités. C'est pourquoi la BCE ouvre tout grand ses robinets de crédit aux banques qui sont dans une telle situation d'insolvabilité qu'elle n'osent plus se faire crédit entre elles et que le crédit interbancaire est tari. Les 1000 milliards prêtés aux banques au taux dérisoire de 1 % ne servent pas à financer l'économie puisque la presque totalité reste sur les comptes de la BCE. Elles ont une unique fonction : éviter la faillite des banques européennes dont le modèle s'est effondré en 2007-2008. Cela ne pourra pas durer très longtemps, la BCE ne pourra pas renouveler indéfiniment ses prêts aux banques sans alimenter la crainte des marchés financiers.

Mais les néolibéraux n'ont tiré aucune autre leçon de la crise de 1929-1939 et de la politique de baisse des dépenses publiques et des salaires menés, au début des années 1930, par Pierre Laval en France et par le chancelier Brüning en Allemagne. Cette politique avait pourtant replongé la France et l'Allemagne dans un profond marasme économique et social, et ouvert la voie du pouvoir à Hitler.

Jean-Jacques Chavigné